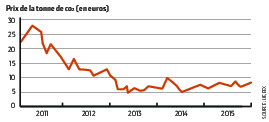
|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Académie d'AMIENS Baccalauréat ES - Session 2016** | **Epreuve orale de Sciences économiques et sociales (Enseignement spécifique :**  **coefficient 7)** | **N° du sujet : 16c7-131.2** |
| Durée de la préparation : 30 minutes | **Le candidat s’appuiera sur les 2 documents pour répondre à la question principale.**  **Les questions complémentaires 2 et 3 portent sur l’enseignement de spécialité** | Durée de l'interrogation : 20 minutes |
| **Thème de la question principale : La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l’environnement ?** | | |
| **Question principale (sur 10 points) : A quelles difficultés se heurtent les politiques climatiques ?** | | |
| **Questions complémentaires (sur 10 points) :** | | |
| 1. A l’aide d’un calcul approprié, vous montrerez comment a évolué le prix d’une tonne de CO2,  entre 2011 et 2015 ? (document 2). (**4 points**)   2) Vous distinguerez les différentes formes de compétitivité. (**3 points**)  3) Quelle politique mettre en œuvre pour réduire la composante structurelle du chômage? (**3 points**) | | |

**DOCUMENT 1**

L’accord de Paris, approuvé le 12 décembre 2015 par l’ensemble des 195 délégations à la COP 21, entrera en vigueur après sa ratification par 55 parties représentant ensemble au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Sa mise en œuvre peut-elle sauver la planète ? L’accord traduit une nette prise de conscience, et le monde entier sait maintenant que, si les émissions anthropiques de GES n’ont pas pris fin avant 2050, cela voudra dire que sera engagé un processus qui s’achèvera par la fonte de toutes les glaces terrestres, une élévation de 58 mètres du niveau des mers et la submersion de terres où habitent les deux tiers des humains. Mais l’accord ne comporte aucune mesure obligatoire : les pays exportateurs d’hydrocarbures n’en voulaient pas, les esprits ne sont pas prêts, et certains dispositifs indispensables, trop complexes, ne peuvent sortir d’une négociation. Les articles 3 et 4-19 prévoient que chaque Etat engage « des efforts ambitieux ». Chaque Etat publie tous les 5 ans (art. 4-9) les émissions qu’il prévoit de réaliser.

*Les Echos 12/02/2016*

**DOCUMENT 2**



*L’usine nouvelle, 12 mai 2015*